

Politique africaine

APPEL À CONTRIBUTIONS

Patrimoines culturels africains : les performances politiques des objets

Dossier coordonné par

Alexandre Girard-Muscagorry (Musée de la musique, Centre de recherche sur la conservation) et **Marian Nur Goni** (CESSMA)

Date limite d'envoi des propositions : **1^{er} novembre 2020**

Les gestes et « émotions patrimoniales » (Fabre 2013) d'hommes politiques comme Georges Pompidou, Jacques Chirac ou Emmanuel Macron en France ont été amplement analysés et commentés de même que ceux de quelques figures africaines comme Léopold Sédar Senghor (Harney 2004) et, dans une moindre mesure, Ménélik II (Sohier 2012), Kwame Nkrumah (Hess 2001 ; Lentz 2017), Mobutu Sese Seko (White 2006 ; Malaquais 2008 ; Van Beurden 2015) ou le roi Njoya (Geary 1994 ; Galitzine-Loumpet 2016). Mais que sait-on de la façon dont les chefs d'États africains, leurs conseillers, les grands commis des États ou encore des figures et militants politiques ont envisagé, durant la période coloniale ou postcoloniale, le rôle politique du patrimoine ou, plus modestement, d'ensembles d'objets dans une perspective à la fois personnelle, nationale et internationale ? Comment ont-ils agi ou agissent-ils sur le sens des œuvres et sur leurs trajectoires, créant ainsi les conditions pour que de nouvelles strates de significations s'y superposent au gré de leur parcours (Kopytoff 1986) ? Et, de manière conjointe, comment les pratiques populaires autour de ces objets informent, infléchissent, s'approprient-elles ces conceptions dans un va-et-vient dynamique entre ces deux sphères ?

On se souvient, par exemple, que le Festival mondial des arts nègres de Dakar de 1966 fut ouvert par un colloque intitulé « Fonction et signification de l'art négro-africain dans la vie du peuple et pour le peuple » où, entre autres, la célèbre communication d'Aimé Césaire établissait un lien direct entre une « bonne politique africaine » et le futur des arts sur le continent¹. Il s'agissait là, comme l'écrit Césaire lui-même, de discours et réflexions d'hommes de science et de culture, d'experts. Dès lors, en inversant la focale, que font aux « politiques des objets » des institutions et des officiels celles et ceux qui, issus des couches populaires par exemple, peuvent mobiliser des formes alternatives de savoirs et de pratiques, et qui interagissent néanmoins à différentes échelles avec elles ?

Nous employons à dessein le terme ouvert d'*objet*, afin de ne pas enfermer dans des catégorisations étroites la pluralité des ontologies, significations et usages qui peuvent être associés à des productions diverses, qu'il s'agit ici précisément d'examiner. Ce terme permet d'appréhender, dans toute leur complexité, des gestes politiques qui façonnent, parfois de manière simultanée et contradictoire, des productions extrêmement variées. Ainsi, dans le cadre de cet appel, nous entendons par « objets » aussi bien les pièces de musée et autres « biens culturels » que toute production qui n'a pas forcément, seulement, ou encore, une valeur patrimoniale, mais qui s'inscrit dans un rapport singulier à l'histoire, aux identités et aux pratiques culturelles et sociales. Loin d'être voués à la simple contemplation esthétique ou aux usages « ethnographiques » auxquels semblent les réduire nombre de muséographies – certes, de plus en plus obsolètes –, les objets évoluent dans des contextes complexes qui les chargent en retour de connotations politiques. Ils deviennent les *agents* de gestes, intentions et discours qui contribuent à façonner leurs sens et significations, suscitant de nouvelles performances politiques ayant des résonances nationales, transnationales, voire globales. Dans le même esprit, nous

¹ Aimé Césaire, discours prononcé à Dakar le 6 avril 1966 dans le cadre du colloque « Fonction et signification de l'art négro-africain dans la vie du peuple et pour le peuple » qui marqua l'ouverture du Premier Festival mondial des arts nègres (30 mars – 21 avril 1966), in *Gradhiva*, n° 10, 2009, pp. 208-213.

envisageons ici le patrimoine dans l'acception de l'historien Derek R. Peterson dans l'introduction à l'ouvrage collectif *The Politics of Heritage in Africa* (2012 : 1) où il écrit : « Comme Barbara Kirshenblatt-Gimblett, nous considérons le patrimoine comme une forme de production culturelle dans le présent qui a recours au passé. Mais, contrairement à elle, nous soutenons que les produits du travail patrimonial (*heritage work*) n'ont pas nécessairement le musée comme destination² ». Enfin, l'usage du terme de *performance*, quant à lui, nous sert ici à double titre : ainsi que nous l'enseigne l'histoire de cette pratique artistique, la performance non seulement *fait*, mais *montre qu'on fait* (Christian Biet in Le Lay 2015). Dans cette optique, nous nous intéressons à ce que l'investissement politique des objets produit d'usages, de significations, d'imaginaires, voire de « contre-gestes ». Il s'agit en somme de dénaturer les sens de ces objets tout en dévoilant leur fabrique pour montrer comment ces artefacts sont constamment (re)produits, (re)fabriqués, (re)signifiés.

Ce dossier est ainsi consacré à l'étude de l'ensemble du spectre des acteurs (allant du fonctionnaire au chef d'État et interagissant avec des acteurs qui se situent également à l'extérieur du périmètre étatique : rois, organisations non gouvernementales, bailleurs de fonds, associations citoyennes, etc.) dont les gestes et conceptions créent ou reconfigurent, assignent ou promeuvent des usages politiques singuliers des objets en Afrique.

De nombreux travaux (Bortolot 2013 ; Lentz 2017 ; Peterson 2015 ; Sohier 2012) ont mis en lumière l'incorporation des productions matérielles dans des pratiques politiques variées, développées au fil des décennies par les gouvernements africains. À travers la photographie, l'iconographie postale, les monuments publics, les pagnes commémoratifs, la création artisanale, les danses et mascarades, ces publications explorent l'usage des images par les États postcoloniaux afin d'alimenter un « imaginaire national » en pleine construction, mettant notamment à jour l'appropriation de « traditions » culturelles locales et le recyclage d'emblèmes des anciennes royautés africaines ou des pouvoirs coloniaux, désormais promus au rang de symboles nationaux.

Loin d'être cantonnées aux seules frontières nationales, ces politiques de mise en image se déploient largement dans le cadre des relations extérieures. Plusieurs études se sont ainsi intéressées au cas des cadeaux diplomatiques (Arnoldi 2002 ; Bennet 2018 ; Geary 1994 ; Girard-Muscagorry 2018). Fortement investis symboliquement, ces présents contribuent à forger et disséminer à l'étranger les marqueurs visuels de la souveraineté des États, tout en constituant des ressources stratégiques importantes pour rééquilibrer des rapports de force asymétriques.

Les grands festivals panafricains des années 1960 et 1970 ont également suscité un vif intérêt au cours des dernières années, révélant la place centrale occupée par les objets dans ces dispositifs et les multiples enjeux identitaires, mémoriels et politiques qu'ils polarisent (Ficquet & Gallimardet 2009 ; Ficquet *et alii* 2015 ; Murphy 2016 ; Chimurenga 2019). Le cas du « Festac mask » – le célèbre pendentif en ivoire de la reine Idiah, devenu l'étendard du Festival mondial des arts nègres de Lagos en 1977 – est emblématique de ces dynamiques qui placent les artefacts au cœur des mobilisations et des imaginaires panafricains (Malaquais & Vincent 2019).

Ces travaux, qui participent d'une forme d'anthropologie de la mise en image, se placent néanmoins le plus souvent au niveau de l'État, tenu pour une « entité unifiée et cohérente de décision, d'administration et d'exécution » (Fouéré 2017 : 584) au détriment d'une analyse fine des mécanismes et des vastes réseaux d'acteurs qui entrent en jeu. Dès lors, à côté des « grands

² Notre traduction.

hommes » et des héros de la Nation, quelles sont les figures, y compris féminines, qui, dans l'ombre des services du protocole, des ambassades, de l'administration culturelle, activent et transforment par leurs choix et par leurs actes les significations politiques des objets en Afrique ? Comment interagissent-ils avec la sphère économique et, notamment, avec la scène artistique et le marché de l'art africain comme européen ?

Dans le sillage de l'approche méthodologique déployée par Dominique Malaquais et Cédric Vincent dans le cadre de leur projet Panafest Archive, ce numéro de *Politique africaine* vise à interroger le fonctionnement de cette fabrique politique en donnant toute leur place à celles et ceux qui en activent les rouages, que ce soit dans ou hors de l'administration : « acteurs auxquels peu d'importance a été accordée jusqu'ici : personnes restées en retrait (conseillers, consultants, mécènes, diplomates) ; petites mains [...] ; coopérants, expatriés, hommes (et femmes) d'affaires et du cru, journalistes, bibliothécaires, archivistes [...] ». » (Ficquet *et alii* 2015). Ainsi, en contrepoint d'une lecture linéaire de l'appropriation politique des objets par les gouvernants africains, quels sont les négociations à l'œuvre, les tensions voire les ratés qui influent sur le traitement ou la trajectoire d'une pièce ? Enfin, quels sont les sources historiques et les outils méthodologiques mobilisables pour entrer dans ces mécaniques du pouvoir, en complément des archives officielles africaines et européennes ?

Se situant aux frontières d'une anthropologie de l'État, de ses instances bureaucratiques, de ses réseaux et acteurs, des sciences politiques, de la sociologie, de l'histoire et de l'histoire des arts en Afrique, ce dossier se place également dans le sillage d'autres numéros de la revue *Politique africaine* qui ont fait « le pari heuristique d'un "détour par la matérialité" » et qui n'évident pas non plus la dimension affective et multisensorielle de cette approche³. À l'intersection des « raisons d'État » et des itinéraires politiques individuels, des protocoles et des affects, de la matérialité et du symbolique, ce dossier souhaite interroger les *processus* menant à l'investissement politique des objets – au-delà de l'institution et de la destination muséales – en s'intéressant particulièrement aux circulations et usages, aux discours et mises en scène des objets, aussi bien historiques que contemporains.

Axes thématiques

Les contributions de ce dossier pourront s'articuler autour de quatre grands axes, susceptibles d'être abordés dans une perspective régionale, nationale, transnationale, voire transcontinentale et diasporique, et au fil de différentes temporalités.

1. La politique des objets exposée : acteurs, gestes, lieux

Cet axe entend porter l'attention sur la capacité d'action des acteurs politiques africains qui, à l'égal de leurs homologues d'autres continents, peuvent s'approprier les objets matériels, à des fins tout autant stratégiques que personnelles. Dans la lignée des travaux qui s'intéressent aux collectionneurs africains, les propositions pourront porter sur les pratiques de collection

³ Voir, par exemple, « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir » en 2001, sous la direction de Richard Banégas et Jean-Pierre Warnier ou, plus récemment, « Matérialités du vote », coordonné par Sandrine Perrot, Marie-Emmanuelle Pommerolle et Justin Willis en 2016). L'expression « détour par la matérialité » (citée dans « La fabrique du vote : placer la matérialité au cœur de l'analyse » par Perrot, Pommerolle & Willis, 2016) est de Guillaume Lachenal (*Le médicament qui devait sauver l'Afrique : un scandale pharmaceutique aux colonies*, Paris, La Découverte, 2014).

entretenues par certaines personnalités politiques, en prêtant une attention particulière aux différentes modalités et phases de leur constitution ainsi qu'aux conceptions sensibles, intellectuelles et politiques qu'elles sous-tendent et produisent. L'implication personnelle de femmes ou hommes d'État dans la formation de collections publiques pourra également être abordée, tout comme les histoires de collections qui permettent à leurs auteurs, situés en dehors du périmètre institutionnel, de s'affirmer dans l'arène politique.

Le déploiement des objets dans les lieux de pouvoir (palais présidentiels, assemblées, ambassades, résidences officielles, musées adjoints aux résidences royales ou célébrant les « pères de la Nation », etc.) ou lors de cérémonies officielles (réceptions diplomatiques, célébrations nationales, festivals culturels, etc.) apparaît également comme une piste prometteuse pour mettre au jour les dispositifs adoptés et leurs éventuels modèles, les figures impliquées dans ces arrangements et l'usage politique qui en est fait.

Parallèlement, on pourra étudier la manière dont, dans la période post-coloniale, de nouveaux États indépendants ont pu mettre sur pied des expositions d'art itinérantes, présentées sous un angle national, qui ont servi d'outils diplomatiques dans l'arène politique internationale. Les figures qui s'y sont employées, les revendications qu'elles ont servies, ainsi que les processus de négociations qui s'y sont déployés, tant sur le plan interne qu'externe, pourront faire l'objet de ces analyses.

2. Circuits d'approvisionnement et régimes de valeur

Afin de mieux saisir les mécanismes du mécénat officiel, on s'intéressera aux circuits d'approvisionnement en objets et, singulièrement, aux intermédiaires entre les acteurs étatiques et le marché de l'art et de l'artisanat. De la commande aux manufactures nationales à l'acquisition dans les galeries ou boutiques « touristiques », en passant par la collecte de terrain ou le soutien aux artistes contemporains, la diversité des formes d'intervention adoptées et des registres esthétiques mobilisés pourra être explorée. Les propositions portant sur l'analyse des politiques de régulation de la production et circulation des objets trouveront également une place dans cet axe.

L'étude des processus de sélection des objets amène, par ailleurs, à s'interroger sur les régimes de valeur mobilisés. Si la mystique de l'« authenticité » marque encore profondément l'appréhension occidentale des arts africains, qu'en est-il des critères et des imaginaires esthétiques qui déterminent le choix et l'usage politique des pièces en Afrique ? De quelles façons et à quelles fins les notions d'« authenticité », de « styles ethniques » ou de « modernité » sont-elles réappropriées ou redéfinies dans ces contextes ?

3. La politique des objets au prisme des pratiques sociales et des imaginaires populaires

Ce troisième axe invite spécifiquement à l'exploration des manifestations populaires qui, à travers les objets, « vivent le rapport au passé » (Fabre 2013), mettent au jour des espaces de négociation sociale, voire reconfigurent le rapport au présent et au futur. On songe ainsi aux phénomènes de réappropriation, de resignification, de détournement, mais aussi de rejet, de dispute, voire de vandalisme, provoqués par le traitement politique des objets (patrimonialisation, revendication, mise en circulation, promotion, instrumentalisation, aliénation, etc.) par les gouvernements ou par les élites politiques, y compris la violence symbolique ou physique qu'il charrie et suscite, alimentant des processus de subjectivation politique. Enfin, cet axe accueille des analyses interrogeant les processus d'investissement politique d'objets spécifiques dans le cadre de soulèvements populaires et leurs devenir post-révolutionnaires.

4. La fabrique africaine des restitutions, des indépendances à nos jours

Depuis les indépendances et, à nouveau, à la suite du discours de Ouagadougou d'Emmanuel Macron le 28 novembre 2017, la restitution et le retour des objets africains aujourd'hui conservés en Europe a suscité un vif débat dans les pays concernés, portant à la fois sur l'éthique, les aspects matériels et techniques ainsi que sur les dimensions sensibles et affectives. En revanche, la façon dont les hommes politiques, les diplomates et les activistes africains ou afro-descendants sont à la manœuvre sur cette question n'a pas reçu la même visibilité. En effet, à côté des discussions bilatérales, les restitutions se pensent, se formulent et se négocient dans une grande variété d'instances (Union africaine, délégations permanentes auprès de l'UNESCO, assemblées générales des Nations Unies, conférences régionales, ambassades, ICOM, etc.) et par le truchement de nombreux acteurs (associations militantes et étudiantes, conseillers culturels et diplomatiques, hommes d'affaires ou philanthropes, etc.) dont la cartographie et l'identification précise restent à établir.

Calendrier

1^{er} novembre 2020 : date limite d'envoi des propositions d'articles inédits (deux pages maximum, en français ou en anglais) à envoyer à Alexandre Girard-Muscagorry (girardmuscagorry@gmail.com) et Marian Nur Goni (m.nurgoni@gmail.com).

10 novembre 2020 : notifications aux auteur·e·s de l'acceptation ou du refus de leur proposition.

10 mars 2021 : date limite d'envoi des articles rédigés à Alexandre Girard-Muscagorry (girardmuscagorry@gmail.com) et Marian Nur Goni (m.nurgoni@gmail.com)

Les informations sur le format des articles à soumettre sont indiquées dans les consignes aux auteur·e·s : <https://polaf.hypotheses.org/soumettre-un-article>.

Références bibliographiques

- ARNOLDI M. J., « Gifts from the Queen. Two Malagasy Lamba Akotofahana at the Smithsonian Institution », in C. MULLEN KREAMER & S. FEE (dir.), *Objects as Envoys : Cloth, Imagery and Diplomacy in Madagascar*, Washington, D.C., Smithsonian Institution, National Museum of African Art, 2002, pp. 95-120.
- BENNETT A., « Diplomatic Gifts : Rethinking Colonial Politics in Uganda through Objects », *History in Africa*, vol. 45, 2018, pp. 193-220.
- BODENSTEIN F., « Cinq masques de l'yoba'Idia du royaume de Bénin : vies sociales et trajectoires d'un objet multiple », *Perspective*, n° 2, 2019, pp. 1-12.
- BONDAZ J., « Imaginaire national et imaginaire touristique. L'artisanat du Musée national du Niger », *Cahiers d'Études africaines*, vol. 49, n° 193-194, 2009, pp. 365-390.
- BONDAZ J., « Entrer en collection. Pour une ethnographie des gestes et des techniques de collecte », *Cahiers de l'École du Louvre*, n° 4, 2014, pp. 24-32.
- BORTOLOTTI A., « Artesãos de Nossa Pátria: Makonde Blackwood Sculptors, Cooperatives, and the Art of Socialist Revolution Postcolonial Mozambique », in T. I. FÖRSTER & S. L. KASFIR (dir.), *African Art and Agency in the Workshop*, Indianapolis, Indiana University Press, 2013, pp. 252-273.
- BRUN F., CADET E. & MÜLLER B., « Restitutions de basse intensité », *Multitudes*, vol. 1, n° 78, 2020, pp. 169-173.
- ENWEZOR O. (dir.), *The Short Century : Independence and Liberation Movements in Africa, 1945-1994*, Munich/New York, Prestel, 2001.
- FABRE D. (dir.), *Émotions patrimoniales*, Paris, Éditions de la maison des sciences de l'homme, collection « Ethnologie de la France », cahier n° 27, 2013.
- FICQUET E. & GALLIMARDET L., « "On ne peut nier longtemps l'art nègre". Enjeux du colloque et de l'exposition du Premier Festival mondial des arts nègres de Dakar en 1966 », *Gradhiva*, n° 10, 2009, pp. 134-155.
- FICQUET E., MALAQUAIS D., RAHAL M. & VINCENT C., « Panafest : une archive en devenir », in M. LE LAY, D. MALAQUAIS & N. SIEGERT (dir.), *Archive (re)mix. Vues d'Afrique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, pp. 209-228.
- FOUÉRÉ M.-A., « L'affiche électorale : art, stratégie et matière à politique. La Révolution, l'opposition et les élections de 2015 à Zanzibar », *Politique africaine*, n° 144, 2016, pp. 115-134.
- GALITZINE-LOUMPET A., « Reconsidering Patrimonialization in the Bamun Kingdom. Heritage, Image and Politics from 1906 to the Present », *African Arts*, vol. 49, n° 2, Summer 2016, pp. 68-81.
- GEARY C.M., *The Voyage of King Njoya's Gift : A Beaded Sculpture from the Bamun Kingdom, Cameroon, in the National Museum of African Art*, Washington, D.C., National Museum of African Art, Smithsonian Institution, 1994.
- GIRARD-MUSCAGORRY A., « Les *regalia* du président. Autour des cadeaux diplomatiques ivoiriens de Valéry Giscard d'Estaing », *Les Cahiers de l'École du Louvre*, n° 12, 2018.
- HARNEY E., *In Senghor's Shadow. Art, Politics, and the Avant-garde in Senegal, 1960-1995*, Durham, Duke University Press, 2004.
- HESS J., « Exhibiting Ghana : Display, Documentary, and "National" Art in the Nkrumah Era », *African Studies Review*, vol. 44, n° 1, 2001, pp. 59-77.

- JOSSE-DURAND C., « Le musée Konso au cœur de l'arène : quand les courtiers en développement (re)dessinent les contours du champ politique éthiopien », *EchoGéo*, n° 31, 2015.
- KOPYTOFF I., « The Cultural Biography of Things : Commoditization as Process », in A. APPADURAI (dir.), *The Social Life of Things : Commodities in Cultural Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.
- LE LAY M., « Performer l'archive pour réécrire l'histoire : l'exposition Congo Far West au Musée royal de l'Afrique centrale de Tervuren », in M. Le Lay, D. Malaquais & N. Siegert (dir.), *Archive (re)mix. Vues d'Afrique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, pp. 107-123.
- LENTZ C., « Ghanaian "Monument Wars". The Contested History of the Nkrumah Statues », *Cahiers d'Études africaines*, vol. 57, n° 227, 2017, pp. 551-582.
- MALAUQUAIS D., « Rumble in the Jungle : boxe, festival et politique », *Africultures*, n° 73, 2008, pp. 43-59.
- MALAUQUAIS D. et VINCENT V., « Three Takes and a Mask », in Chimurenga (dir.), *FESTAC*, Cape Town et Londres, Chimurenga et Afterall, 2019, pp. 53-59.
- MURPHY D. (dir.), *The First World Festival of Negro Arts, Dakar 1966. Contexts and Legacies*. Liverpool, Liverpool University Press, 2016.
- OGBECHIE S.O., *Refaire l'histoire. Les collectionneurs africains et le canon de l'art africain*, Milan, 5 Continents Éditions, 2012.
- PETERSON D.R., GAVUA K. & RASSOOL C. (dir.), *The Politics of Heritage in Africa. Economies, Histories, and Infrastructures*, Londres/Cambridge, International African Institute & Cambridge University Press, 2015.
- SARR F. & SAVOY B., *Restituer le patrimoine africain*, Paris, Philippe Rey/Seuil, 2018.
- SOHIER E., *Le roi des rois et la photographie : politique de l'image et pouvoir royal en Éthiopie sous le règne de Ménélik II*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.
- STROTHER Z. S., « Les iconoclasmes en Afrique : émergence d'un sujet d'étude », *Perspective*, n° 2, 2018, pp. 219-246.
- VAN BEURDEN, S., *Authentically African : Arts and the Transnational Politics of Congolese Culture*, Athens, Ohio University Press, 2015.
- WARNIER J.-P., « Corps, technologies du pouvoir et appropriation de la modernité au Cameroun », *Politique africaine*, vol. 107, n° 3, 2007, pp. 23-41.
- WHITE B. W., « L'incroyable machine d'authenticité : l'animation politique et l'usage public de la culture dans le Zaïre de Mobutu », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 30, n° 2, 2006, pp. 43-63.